

TABLE DES MATIÈRES

ACTIVITÉS AU NORD **1**

ACTIVITÉS EN RÉSEAU
MANIFESTATIONS PUBLIQUES
PRISES DE POSITION
RENCONTRES À GENÈVE
CIVILISTES

ACTIVITÉS AU SUD **6**

NOS PARTENAIRES ET LEURS PROJETS

Argentine
Brésil
Colombie
Haïti
Timor
Uruguay
Vietnam

Activités au Nord

Activités en réseau

Au cours de l'année 2008, le MCI a été actif avec divers mouvements sociaux et plateformes ainsi qu'en partenariat avec d'autres associations pour des actions concrètes, et ceci autant à Genève qu'au niveau national et européen. On peut citer notamment : la Fédération Genevoise de Coopération (FGC), le Centre Leuret - Institut international de Recherche et de Formation Éducation et Développement (IRFED), la Plateforme Haïti de Suisse (PFHS), l'Observatoire du droit d'asile et des étrangers (ODAE), l'Association Biblio-Lorosa'e, l'Association pour la Promotion de l'Économie sociale et Solidaire (APRES), la coalition des ONG pour la ratification par la Suisse de la Convention 169 de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) concernant les peuples indigènes.

Fédération Genevoise de Coopération (FGC)

La Fédération genevoise de coopération, créée en 1966 et dont le MCI est membre fondateur, regroupe 49 associations siégeant à Genève et actives dans les domaines de la coopération au développement et/ou l'information au public sur les questions du développement et les rapports Nord-Sud. Elle a su se constituer en interlocutrice privilégiée des instances publiques pour l'obtention de fonds pour le financement de projets présentés par ses membres. Le MCI continue à participer activement à cet espace de dialogue qui a offert en 2008 diverses activités d'information, de formation et de réflexion, dont on peut citer notamment le « 2^e Carrefour genevois de la solidarité », la campagne « 0.7% - ensemble contre la pauvreté », des forums divers et les ateliers d'échange sur le microcrédit.

Par ailleurs, en réponse à la demande de la FGC de réfléchir à un plan de désengagement des projets « longue durée », le MCI a constitué à l'interne un groupe ad hoc pour traiter entre autres de cette problématique (voir ci-dessous). Il nous semble en effet évident qu'il existe des projets qui n'arriveront jamais à s'autofinancer et qui doivent donc être régulièrement prolongés.

Groupe de réflexion « MCI et problématique du développement »

Ce groupe s'est constitué en 2008 avec pour but d'approfondir des questions en suspens dans le cadre du MCI, - telles que le partenariat, la démarche d'autonomie, de développement -, en élargissant le groupe aux partenaires du Sud et du Nord.

En 2012, le MCI aura 50 ans et c'est l'occasion de réfléchir dès maintenant au chemin parcouru et à l'horizon devant nous. Le groupe de réflexion a proposé d'envisager la préparation sur trois ans avec production de résultats partiels chaque année : 2009, 2010, 2011. Les thématiques privilégiées seront l'économie sociale et solidaire, les peuples autochtones et la résistance aux modèles de développement. La réflexion s'appuiera sur nos liens particuliers avec le Brésil, Haïti, Timor.

Observatoire du droit d'asile et des étrangers (ODAE)

Constitué en 2005 dans le but d'assurer la campagne référendaire contre les lois sur l'asile et sur les étrangers, la « Coordination contre l'exclusion et la xénophobie » a décidé de poursuivre son action au-delà du 24 septembre 2006. L'« Observatoire romand du droit d'asile et des étrangers » s'inscrit dans cette mouvance. Créé fin 2008 et basé à Genève, l'observatoire se propose de rendre visible une réalité cachée. Il s'efforce de décrire de manière rigoureuse les situations portées à sa connaissance et d'apporter un éclairage sur l'impact, souvent dramatique, des décisions prises. Le MCI poursuit son engagement contre l'exclusion et la xénophobie en soutenant l'action de cet observatoire.

Plate-forme Haïti de Suisse (PFHS)

Le MCI est membre de la plate-forme Haïti de Suisse depuis 2005. La PFHS regroupe les délégués de 25 associations solidaires avec Haïti, qui se rencontrent plusieurs fois par année ainsi que par groupes de travail temporaires. Sa ligne d'action de coopération pour un développement durable : s'informer et informer, se concerter, agir par rapport à la réalité vécue par le peuple haïtien en regardant ses droits fondamentaux. La PFHS a été très active en 2008, autant en ce qui concerne l'information au public en général qu'à son travail auprès des autorités suisses, notamment sur la problématique de la sécurité alimentaire et le recueil et traitement de documentation pour obtenir le déblocage des fonds Duvallier en Suisse, sur mandat de la coalition des ONG suisses pour la restitution au gouvernement légitime.

Groupe de travail "Brasil C169"- Peuples indigènes du Brésil

La Convention 169 de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) a été adoptée en 1989 pour protéger les peuples indigènes et tribaux dans les pays indépendants. Elle a été ratifiée par le Brésil en 2002. On a pu observer que, très souvent, les organisations indigènes et indigénistes brésiliennes se référaient à cette Convention quand elles dénonçaient des situations de discrimination ou de violation des droits des indiens. Étant à Genève et connaissant les rouages de l'OIT, il semblait judicieux de constituer un Groupe de Travail « Brasil C169 » pour suivre l'actualité brésilienne et, le cas échéant, faciliter les relations que les associations indigènes brésiliennes pourraient rechercher avec cette organisation internationale. L'OIT étant une organisation tripartite (États, employeurs et travailleurs), les ONG doivent passer par le canal d'organisations habilitées pour faire connaître leur point de vue.

À la fin du mois d'août 2008, la Centrale Unique des Travailleurs – CUT, une importante organisation syndicale brésilienne, a envoyé une note au Bureau International du Travail – BIT (le secrétariat de l'OIT) dans laquelle elle exprime ses remarques sur l'application de la convention 169 par le gouvernement brésilien. À cette note étaient joints un document rédigé par les « quilombolas » (groupes de descendants d'esclaves) et un autre par les organisations indigènes. Le Brésil doit présenter un rapport d'application de la convention 169. Cette démarche de la CUT montre que le contact a été établi pour que les organisations indigènes puissent faire entendre leur voix à l'OIT. Ceci ne remet cependant pas en cause la fonction facilitatrice du groupe « Brasil C169 ». Il peut notamment se manifester à la demande des organisations indigènes brésiliennes.

Centre international Développement et civilisations Lebret-Irfed

Les contacts avec le Centre Lebret-Irfed ont continué à se développer, en particulier concernant le Timor Oriental et son programme « Centre de développement communautaire (CDC) » à Baucau. Olivier Langoisseux, ancien civiliste du MCI (2003), était parti au Timor en tant que chargé de mission du Centre Lebret-Irfed et ASTO (Association de Solidarité avec le Timor Oriental). Depuis lors, le MCI est très impliqué dans la problématique du développement au Timor. Le MCI a partagé avec eux une réflexion sur ce pays et sur le devenir de sa population depuis son indépendance en 2002.

L'atelier tenu fin 2007 au Timor Oriental (voir « Activités au Sud ») a eu un impact tant au niveau local timorais pour le CDC que de l'autre côté de l'hémisphère. A Genève, en mai 2008, le MCI a organisé un débat ainsi qu'une exposition photographique (Spiritu Makas - réalités timoraises), afin de sensibiliser la population sur le Timor et le travail du CDC. A Paris, ASTO et Développement et Civilisations–Lebret-Irfed a préparé un Cahier Timor relatant l'expérience de développement communautaire au Timor-Leste. Le CDC ainsi que le MCI à travers le membre de la délégation internationale présent pour l'atelier, ont participé à cette aventure. Cette publication sera finalisée en mars 2009.

Centre Europe Tiers-Monde (CETIM)

Le CETIM est conscient des énormes difficultés pour les mouvements sociaux, centres de documentation et bibliothèques des pays du Sud à se procurer des livres publiés en Europe. Le CETIM prévoit, depuis 2002, dans chaque (ou presque) budget de ses propres publications un programme nommé « Livres Gratuits Sud ». Ce dernier vise à réserver et envoyer gratuitement un certain nombre d'exemplaires de chaque nouvelle parution du CETIM aux associations, mouvements sociaux, etc., du Sud qu'il connaît ou qui en font la demande. (La grande majorité de ces associations sont francophones puisque leurs livres sont pour la plupart publiés en français.) Ce programme est possible grâce à une subvention de la FGC, de par son caractère de coopération internationale. Lors de l'envoi des livres, le CETIM joint un questionnaire destiné aux organismes récipiendaires concernant leur utilisation sur place. A la lecture des réponses reçues, il en ressort que beaucoup d'associations soulignent l'importance de ce type d'échanges, qui leur permet de temps en temps d'organiser des conférences ou des formations autour des thématiques traitées dans les livres et de créer ou de renforcer leur fonds documentaire, entre autres. Tous les retours que le CETIM a reçus jusqu'à présent l'encouragent à poursuivre ce programme de « Livres Gratuits Sud ». Enfin, le CETIM compte beaucoup sur les associations du Nord pour faire connaître à leurs partenaires au Sud cette possibilité et également pour qu'ils deviennent des relais dans l'expédition des livres, leurs permettant d'économiser sur la poste (envoi gratuit des livres et coûts postaux chaque année plus élevé) et de le réserver aux organismes du Sud qui n'ont vraiment aucun relais au Nord.

Le MCI a largement profité de l'offre du CETIM, depuis plus de deux ans, et a envoyé régulièrement des livres à son partenaire PAIS, en Haïti. L'équipe de PAIS les apprécie grandement et cela leur permet d'approfondir divers thèmes.

Madre Tierra Suisse (MTS)

L'ONG «Madre Tierra Suisse »(MTS) a présenté une demande de parrainage au MCI dans le cadre de la procédure d'adhésion à la Fédération Genevoise de Coopération (FGC). Le MCI connaît depuis quelques années plusieurs membres de cette ONG dont les buts sont le soutien à l'ONG « Madre Tierra Mexico » (MTM), au Chiapas. MTM focalise son travail sur la formation et la conscientisation des populations les plus marginalisées du Chiapas pour qu'elles deviennent les acteurs de leur propre développement.

Le MCI a donné son accord de parrainage à MTS pour les raisons suivantes : respect des objectifs des partenaires, aide à des populations marginalisées, équipe dynamique, humaine et compétente. En 2008, « Madre Tierra Suisse » est devenu la 49^e association membre de la FGC. Le MCI leur souhaite bonne route.

Manifestations publiques

Situation actuelle du Peuple Mapuche au Chili

Conférence-débat réalisée le 8 mai 2008 à la Maison des Associations avec la présence de Víctor Ancalaf, dirigeant mapuche et ex-prisonnier politique, organisée avec l'OMCT (Organisation Mondiale contre la torture), la DIDEPU (Défense Internationale des peuples) et l'ACRG (Commission de soutien aux peuples originaires du Chili).

Spiritu Makas – Réalités timoraises

Dans le but de sensibiliser le public aux réalités du Timor Oriental et au travail développé par le CDC, le MCI a organisé une exposition photographique « Spiritu Makas – Réalités timoraises » qui s'est tenue du 26 mai au 8 juin 2008 à la Maison des Associations.

Timor - une démocratie bouleversée

Dans le même cadre de sensibilisation sur le Timor Oriental, une conférence débat a été tenue le 29 mai 2008 avec la présence de divers orateurs connaissant la problématique de ce pays.

Prises de position

En janvier 2008, le MCI a envoyé une lettre de soutien à la démarche de Patricia Troncoso, prisonnière politique mapuche chilienne qui a été en grève de la faim pendant 112 jours après la mort d'un étudiant mapuche de 22 ans, abattu d'une balle par les forces de la police militaire lors d'une récupération pacifique de terres mapuche. Des nombreuses manifestations de protestation se sont déroulées sur tout le territoire chilien et des arrestations de militants, mapuche et non mapuche, ont suivi.

À la fin du mois d'avril, le Conseil Indigène de Roraima – CIR a lancé une campagne pour que le Tribunal Suprême Fédéral – STF reconnaisse la validité du décret présidentiel d'avril 2005 qui homologuait la démarcation (la protection) de la Terre Indigène Raposa Serra do Sol, sur laquelle vivent près de 19'000 indiens de plusieurs ethnies. Cette Terre est située dans l'État de Roraima, tout au nord du Brésil à la frontière avec le Venezuela et la Guyane. Le CIR demande d'envoyer une lettre aux juges du STF et au Président Lula. Un courrier électronique a été envoyé au nom du groupe de travail "Brasil C169" du MCI.

Rencontres à Genève avec nos partenaires du Sud

Centre d'Action Communautaire - CEDAC, Brésil

Le 26 mars 2008, la responsable des relations institutionnelles du CEDAC de Rio de Janeiro, Angelina de Oliveira, était de passage à Genève. Elle a rencontré le MCI au cours d'une réunion. Le même jour elle a eu un contact avec le secrétariat de la Chambre (genevoise) de l'économie sociale et solidaire (APRES).

Corporation Éducative CLEBA, Colombie

Le MCI a profité de leur participation à une session de formation IDEA à Genève pour organiser une rencontre avec le Directeur de CLEBA (*Centre Laubach d'Éducation populaire de Base pour Adultes*), Antonio Sánchez Mateos, et la Coordinatrice de projets, María Gisela Clavijo Muñoz.

Civilistes

Le service civil permet aux jeunes qui ont un problème de conscience avec l'armée d'effectuer un service utile pour la collectivité. Ce service s'effectue avec les organisations d'utilité publique dans les domaines du social, de l'environnement, de la conservation des biens culturels, de l'aide aux paysans de montagne ou encore dans la coopération au développement. Les affectations permettent aussi aux jeunes d'effectuer des expériences de vie qualifiantes.

Le MCI a maintenant une petite tradition d'engagement de civilistes. Leur présence nous permet par exemple d'organiser des événements publics, de mettre à jour nos archives, de favoriser un travail en réseau et, bien sûr, ils collaborent avec les membres du MCI qui sont tous bénévoles. Le MCI apprécie leur maturité, leur sens des responsabilités, leurs réflexions sur le monde d'aujourd'hui. En 2008 notre civiliste, Lucien Jacobini (le septième de notre histoire), a été d'un grand soutien lors de la réalisation des différentes manifestations publiques.

Activités au Sud

Nos partenaires et leurs projets

Argentine : Consejo Asesor Indígena (CAI) et Association « Accesos »

Poursuite du projet commencé en 2004 : Récupération des territoires occupés traditionnellement par les communautés Mapuche, avec une reconnaissance officielle et des titres légaux. Reconstitution de leur mémoire historique et revalorisation de leur culture. Ce projet comporte la création de centres logistiques ainsi qu'un appui professionnel pour l'obtention de la démarcation de territoires et la régularisation de la situation foncière. Cette étape du projet arrivera à échéance début 2009 et a été financée par la DDC, l'État et la Ville de Genève et la Commune de Carouge, via la FGC.



Le Conseil Assesseur Indigène (CAI) est une organisation paysanne formée par des communautés Mapuche de la Province de Rio Negro, dont l'objectif principal est la récupération de leurs territoires traditionnels et de leur culture. Il est reconnu par la loi provinciale des peuples autochtones et de ce fait il peut se présenter comme entité représentative du peuple Mapuche devant l'administration publique et la justice provinciale.



Assemblée à Jacobacci



Des habitants du loft de Casiano



Laura Ramos, Coordinatrice

Dans un pays où le racisme est encore généralement ancré dans la société, les militants du CAI et leurs enfants ont su gagner le respect au sein des institutions et de la société civile de la province de Rio Negro. Ils sont aujourd'hui respectés en tant que Mapuche et en tant que personnes qui luttent pour le respect de leurs droits et pour la reconnaissance de leur territoire.

Parmi les réussites obtenues par le CAI jusqu'aujourd'hui on peut mentionner :

- Au moins 14 communautés ont récupéré leur territoire grâce au soutien du CAI.
- 5 procédures judiciaires (de reconnaissance de territoire) sont en cours.
- Des actions juridiques au niveau national et international (BIT) ont été effectuées.
- L'organisation communautaire a été renforcée grâce à un vaste programme de formations adressées aux jeunes et aux leaders.
- Des programmes d'information et de sensibilisation ont été mis en place.
- L'organisation est devenue partiellement autonome.

Argentine : « Red Social y Ambiental » ou « Real Social y Ambiental »

« Red Social y Ambiental » est un réseau d'ONG intégré par des associations menant des actions dans la zone métropolitaine de Buenos Aires, visant au renforcement des communautés par l'appui au développement d'initiatives communautaires de production, formation au travail, promotion de la santé et de la prévention, promotion de l'éducation et de l'alphabétisation. Le but principal du Réseau est de contribuer à l'amélioration de la qualité de vie de ces communautés urbaines et périurbaines, vivant dans un contexte de pauvreté et de marginalisation.

Pour atteindre ses objectifs, le Réseau organise des espaces de rencontre, de réflexion et de formation au travail, adressés aux membres des organisations sociales de base et traitant sur les problèmes environnementaux. Il cherche à renforcer leur participation et leur impact sur les politiques publiques et les encourage à pratiquer des techniques de production comportant des technologies qui soient respectueuses de l'environnement. Il promeut des pratiques de commercialisation basées sur l'éthique du commerce équitable.



Il s'agit prioritairement de créer des emplois à partir des initiatives communautaires de production, mais aussi de travailler dans différents ateliers avec des techniques d'éducation populaire permettant la revalorisation de la culture et la rencontre avec des valeurs perdues, en créant des nouvelles relations sociales. On réalise aussi des ateliers spécifiques pour les enfants et les adolescents. Le travail de sensibilisation de la population sur les problématiques environnementales est un axe important. Le manque d'approvisionnement d'eau dans les zones marginales est à l'origine de nombreux problèmes de santé pour ces populations. Il est aussi nécessaire de faire un travail pour une meilleure prise de conscience des implications de cette situation et des moyens pour y faire face.

La participation égalitaire des femmes et des hommes dans les supports des activités productives et les initiatives de production communautaire est un axe important à travailler dans les espaces de formation et de réflexion, en promouvant un processus d'auto-estime chez les femmes, visant à favoriser l'expression de leurs opinions dans les lieux de décision.



L'année 2008 a permis au MCI de travailler à la constitution d'une demande de financement auprès de la FGC, laquelle sera déposée en 2009.

Brésil : Centro de Ação Comunitaria (CEDAC)



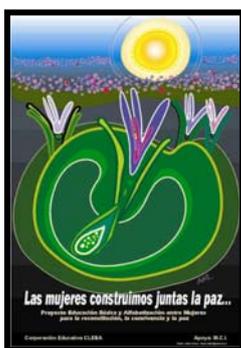
Le CEDAC est une structure de formation et d'appui aux mouvements sociaux urbains de développement local, dans la perspective de la construction d'une société juste et solidaire.

Dans le courant de 2006, les associations membres du réseau de l'économie solidaire de l'État de Rio, dans lequel notre partenaire, le Centre d'Action Communautaire – CEDAC, est actif, ont déposé un projet de loi à l'Assemblée Législative de l'État de Rio – ALERJ. Ce projet vise à créer un Conseil de l'économie solidaire doté d'un fonds pour aider tous les groupes (on estime leur nombre à 700) qui ont une activité dans ce domaine. Des députés des différents partis politiques ont approuvé ce projet de loi qui, ensuite, a été bloqué par la Gouverneure de l'État. La procédure a été reprise en 2008. Le projet a été adopté une nouvelle fois le 12 novembre 2008. La loi a été promulguée et publiée au journal officiel le 18 novembre. Les associations continuent leur pression pour qu'un fonds soit inscrit au budget de l'État.

Cette démarche est exemplaire. Elle illustre comment, l'action menée sur le terrain par les associations de l'économie solidaire trouve son prolongement dans une proposition de politique publique qui va aider de nombreux groupes. Le MCI se réjouit d'avoir pu contribuer à soutenir cette action à laquelle, on le répète, a participé activement son partenaire, le CEDAC.

La Chambre genevoise de l'économie solidaire a fait état de l'adoption de cette loi dans sa "News Letter" du 27 novembre 2008. Par ailleurs, une copie du rapport technique du projet No 06-26 "Du local au global" a été adressée, le 4 mars 2008, à la Direction du Développement et de la Coopération (DDC). Dans la lettre d'accompagnement, le MCI remercie la DDC pour l'appui donné pendant une vingtaine d'années au partenariat du MCI – CEDAC. Cette lettre est aussi une offre de discussion sur le type de coopération développé au cours de ces années.

Colombie : Corporation Educativa CLEBA



Éducation d'adultes avec des femmes de la Vallée de Aburra – Ce projet cherche à contribuer à l'amélioration de la qualité de l'éducation en faveur de jeunes et d'adultes en Colombie, à travers des démarches d'éducation de base menées avec des femmes et des hommes analphabètes et non scolarisés de trois communes de la vallée d'Aburra (municipalités de Itagui, Caldas et Copacabana), ainsi qu'à des recherches spécifiques et à la publication de matériels éducatifs. Suite du projet de mêmes caractéristiques réalisé précédemment dans la Municipalité d'Itagui, il a été approuvé par la FGC (FGC 07-05) qui a obtenu les fonds auprès de la DDC, de l'État et de la Ville de Genève et de la Commune de Carouge.

Le projet se déroule dans un contexte difficile : la situation de violence qui prévaut dans le pays augmente les difficultés économiques et sociales des personnes défavorisées, et ce sont souvent les femmes chefs de familles et /ou veuves qui sont les plus touchées.

Les deux objectifs principaux du projet pour l'année 2008 ont été atteints :

- Plus de 200 personnes ont effectué la formation en « Pédagogie du Texte » et ont appris à lire et à écrire ; certaines arrivent à écrire des petits textes et résolvent des opérations mathématiques qui leur permettent de mieux se défendre dans la vie quotidienne ;
- L'amélioration de l'estime de soi des participants se reflète dans le changement des relations au sein de la famille. Le projet a permis le développement personnel et l'autonomie des participants. Les personnes s'expriment davantage en public, assument leurs opinions, s'occupent de leurs affaires personnelles et peuvent participer à la vie communautaire de la municipalité. Un sentiment d'appartenance à la société a remplacé le sentiment d'exclusion.

Par ailleurs, l'équipe de CLEBA prépare le processus de validation et de graduation (équivalent de la fin de l'école primaire). Dans les municipalités de Caldas et Itagui deux groupes de plus de 50 personnes ayant participé pendant l'année 2008 à la formation valident leurs études primaires.



L'approche de la « Pédagogie du Texte » continue à être diffusée dans différents espaces et s'est positionnée de façon plus claire dans les Universités et d'autres instances (Secrétariat à l'Éducation, Institutions éducatives). Les autorités municipales ont été sensibilisées à la problématique vécue par les adultes illettrés et sont amenées à offrir ou à réfléchir à la mise en place de programmes éducatifs adaptés à cette population. Pendant l'année 2008 un membre du MCI a effectué une mission sur place, alors que deux personnes de CLEBA ont rencontré le MCI à Genève.

Haïti : Promotion de la participation citoyenne de la Grande Ravine

En avril 2008, comme dans divers lieux d'Afrique et d'Asie éclatent ce qu'on appellera « les émeutes de la faim ». Haïti n'est pas épargné. Emeutes contre la vie chère, explosion des prix alimentaires et crise de l'agriculture. En septembre, quatre cyclones déferlent sur Haïti. De vastes régions sont entièrement sinistrées.



C'est dans cet environnement que notre partenaire PAIS (Projet d'Appui à l'Insertion Sociale), domicilié dans la zone de la Grande Ravine a poursuivi sa route. Le département du Nord a été moins touché que d'autres régions, qu'il s'agisse des émeutes de la faim comme des cyclones, mais à leur suite la population a subi la perte du bétail et des ravages dans les cultures.

PAIS s'est donné comme objectifs de :

- Dynamiser la communauté humaine en développant la formation, notamment en ce qui concerne la relation entre la société civile et les pouvoirs publics, les élus locaux, la perspective de décentralisation.
- Promouvoir et renforcer les pratiques démocratiques entre les membres et au niveau local, ceci à travers la prise de conscience des droits et devoirs, la promotion des valeurs de tolérance, de solidarité, de justice,
- Consolider les pratiques démocratiques à travers la promotion de petits projets sociaux collectifs de services à la communauté et de petits projets à caractère économique avec l'objectif de générer ou améliorer le revenu familial.

L'année 2008 a permis la construction et l'inauguration de latrines à l'usage d'une école (plus de 350 élèves), du lieu de réunion paroissial adjacent (cultes, diverses cérémonies), des centaines de participants au marché hebdomadaire local et des gens qui auront à fréquenter le bureau de l'administration locale. A partir de l'identification par la communauté d'un besoin prioritaire de latrines, ce sont des membres de la communauté qui ont réalisé la construction. A travers ce projet, c'est aussi la formation santé qui était en jeu. Un jeune médecin, originaire de la région, a collaboré avec PAIS afin de donner des indicateurs de santé pour pouvoir vérifier si des améliorations se produisent dans la santé individuelle et collective.



Les élus locaux ont participé à l'élaboration du projet et une contribution symbolique est consentie pour l'entretien de ces latrines. Ceci est un grand progrès dans cette région. Un comité de suivi a été constitué : outre le suivi, il est responsable de la définition des moyens et des stratégies à mettre en œuvre pour le bon usage des latrines.



Par ailleurs, la 2^e assemblée générale de notre partenaire PAIS s'est tenue en octobre 2008. L'accent y a été mis sur la nécessité de rapprocher tous les secteurs, toutes les personnes de la communauté pour la reconstruction locale. L'esprit dans lequel cette assemblée a été menée, nous semble de première importance pour les Haïtiens d'abord, mais aussi pour nous MCI.

Finalement, la fin de l'année a permis le démarrage d'un petit projet économique d'élevage de poules et la production d'œufs en vue de la relance du petit élevage domestique. En Haïti, 80% de la nourriture doit être importée. Ainsi les œufs - de toute façon inaccessibles à la majorité de la population pauvre - sont livrés au prix fort et transportés sur de mauvaises routes en provenance de la République dominicaine. L'association PAIS considère qu'il serait important de réintroduire l'élevage local de poules. Le projet veut contribuer à la recherche et la pratique de solutions face à la crise alimentaire tout en réalisant des expériences de solidarité ; il entend renforcer l'indépendance économique des familles, rendre attentif à l'écologie en usant soigneusement de la nature, lutter contre la violence et les menaces des bandes. En répondant à ces besoins élémentaires, il s'agit d'offrir à court terme des solutions facilitant l'accès à la nourriture de base : six mois devraient suffire pour que puissent être mis en circulation les œufs. Et quelques mois plus tard, les familles pourraient aussi, de temps en temps, consommer ou vendre un poulet.

Timor : Centro de Desenvolvimento Comunitario (CDC)



L'appui aux activités du CDC (Centre de développement communautaire) à Bacau s'est poursuivi en 2008. Ce projet entend contribuer à améliorer le niveau socio-économique des populations et communautés par des formations visant à créer des services et des emplois divers : activités de forgerons, transformation alimentaire, culture de fruits et légumes, artisanat, couture. Il cherche aussi le

renforcement institutionnel du CDC, visant une autonomie de gestion. Le financement a été obtenu auprès de la DDC, de l'Etat de Genève, de la Ville de Genève et de la commune de Plan-les-Ouates via la FGC.

L'année 2008 a commencé fortement pour le CDC et également pour le Timor. Durant le mois de janvier un attentat a été commis à l'encontre du président Ramos Horta, qui s'en est bien sorti malgré la gravité de ses blessures. Les personnes impliquées ont pour la plupart été tuées ou arrêtées. Cet événement a marqué la fin de d'une phase de problèmes politiques internes du Timor, commencée en mars 2006. Quelques mois plus tard, la forte sécheresse a également affaibli le pays.



Les 3 missions d'un mois pour le renforcement institutionnel proposées au terme de l'Atelier « Vision et Mission » (2007) ont été menées par Olivier Langoisseux (ancien membre du MCI) durant l'année 2008. Elles ont été très utiles pour soutenir le processus d'autonomie du CDC. Pendant chaque séjour d'Olivier Langoisseux, un atelier spécifique de formation devait avoir lieu. Pour des raisons administratives et également de communication, un seul a pu être réalisé : celui de planification stratégique mené par Samy Lorthousamy de l'organisation AREDS (Inde) durant la deuxième quinzaine du mois de novembre 2008..

Durant l'année le CDC a continué son soutien aux groupes existants (forgerons, transformation alimentaire), il a également encouragé de nouvelles initiatives (production



de sauce tomate, production de chips à la banane, banque de riz communautaire, et coopérative d'agriculteurs). Pour tous ces groupes, le CDC a appuyé le renforcement des capacités, l'élargissement de la production, le marketing et le développement d'aptitudes professionnelles. Il est important de souligner que le groupe des forgerons est en quasi-autonomie.

En fin d'année, un membre du MCI a effectué une mission sur place avec un triple objectif : élaboration d'un plan de cofinancement entre MCI, CCFD et CAFOD, soutien à



l'atelier de planification stratégique, évaluation 2008 du CDC. Au terme de cette mission le CDC possède un plan stratégique cohérent pour l'année 2009. Ce plan a permis au CDC d'élaborer une proposition de financement pour le MCI, CCFD, CAFOD et d'autres partenaires. L'évaluation 2008 a permis de dégager les points essentiels du cheminement du CDC durant l'année ainsi que de faire le lien avec le plan stratégique.

Au terme de l'année, l'autonomie du CDC semble en bonne voie. De plus, le CDC retient l'attention de différents partenaires au niveau national et local. Ceci dit, l'autonomie du CDC est un processus et de ce fait ne s'acquiert pas en une année. Conscient de ce processus, le CDC a fait part de son engagement dans cette direction et a formulé à maintes reprises la nécessité de continuer les missions de renforcement institutionnel régulier ainsi que des formations au Timor et hors Timor. Ces missions constituent un support essentiel pour garantir son autonomie future.

Uruguay : Casa de la Mujer de la Unión (CMU)

Depuis 2004, "Casa de la Mujer de la Unión" (CMU) mène le projet « Prévention de la grossesse et préparation intégrale à l'accouchement chez les adolescentes dans des quartiers populaires de Montevideo », en partenariat avec le MCI. Grâce au soutien de la FGC, pour cette période ce projet a compté avec l'apport des Communes genevoises de Jussy, Perly, Collex-Bossy et Satigny, de la Ville et de l'État de Genève ainsi que de la Direction du Développement et de la Coopération (DDC).

ONG spécialisée dans la promotion des droits des jeunes et des femmes, « Casa de la Mujer de la Unión » jouit de la reconnaissance de la population qu'elle soutient mais aussi des organisations privées et publiques avec lesquelles elle a collaboré et collabore actuellement. La population cible principale de ce programme d'intervention est constitué par des jeunes adolescentes appartenant à des familles à très bas revenus dans le quartier « Villa Española ». La grossesse précoce est une réalité particulièrement imposante dans les secteurs les plus défavorisés : l'absence d'éducation sexuelle, les difficultés pour accéder à des méthodes contraceptives, le manque d'un projet de vie, autant d'obstacles qui laissent la voie libre à des grossesses prématurées et répétées.



Outre la prévention de la grossesse et la préparation à l'accouchement, ce projet vise à améliorer les conditions de vie et d'insertion sociale des bénéficiaires en promouvant la construction de projets de vie par le renforcement des capacités, de l'estime de soi, de la connaissance et de la pratique de leurs droits. Il veut aussi apporter au renforcement des capacités de gestion de la communauté et du réseau social de « Villa Española » en promouvant la participation des acteurs locaux et contribuer à l'intégration des droits sexuels et reproductifs dans les programmes de l'enseignement formel et non formel et dans les services publics d'attention sanitaire.



Durante cette période, les principales activités du projet ont été :

- Le fonctionnement régulier d'un espace de consultation sur santé sexuelle et reproductive qui a reçu plus de trois cent adolescentes.
- La réalisation de cycles d'information et d'orientation, comportant des ateliers spécifiques pour des adolescentes et des jeunes femmes, des ateliers adressés aux préadolescents et adolescents en général (filles et garçons) dans des centres de l'enseignement formel et non formel et des ateliers à l'intention des référents adultes communautaires, agents de l'enseignement et de la santé.
- La mise en place d'ateliers de préparation à la grossesse, à l'accouchement et à la maternité, avec une équipe multidisciplinaire permettant une approche intégrale de la jeune femme enceinte dans le cadre d'une méthodologie participative.
- L'organisation de groupes de travail plus larges, intégrant des adolescentes non mères et favorisant un travail sur d'autres aspects de l'adolescence, incluant des ateliers concernant la santé et la nutrition, la citoyenneté, l'éducation, la formation au travail, l'informatique, l'artisanat.



À partir des activités réalisées, les bénéficiaires ont acquis des connaissances sur leurs droits et leurs devoirs et sur les ressources communautaires. Elles se sont senties revalorisées et ont profilé des projets concrets. Parmi les projets collectifs, on peut signaler notamment un travail d'évaluation des services sanitaires de la zone et la participation d'un groupe de bénéficiaires à un concours du Ministère de la Santé dans le cadre de la prévention du HIV/Sida.

La chargée du projet au sein du MCI a visité le terrain, ce qui a permis de riches échanges avec la coordinatrice locale et l'équipe du projet, ainsi qu'avec des groupes de bénéficiaires, le tout permettant d'apprécier l'avancement des activités.

Vietnam: Vietnamese Heritage Institute (VHI)

Le MCI a fait un don de 5.000 francs suisses au Vietnamese Heritage Institute (VHI, une organisation oeuvrant sur des projets de développement en faveur du Viet Nam) pour co-financer un programme de micro-finance dans la province de Quang Binh.



Le microcrédit a permis à Mme Viet de créer avec succès une petite fabrique d'alcool de riz

C'est en 2005 que le VHI a jeté les bases d'une coopération avec son partenaire local, la Fédération de la jeunesse de Quang Binh, pour la réalisation d'un programme pilote de micro-finance pour aider d'anciens Jeunes Volontaires, la plupart âgés aujourd'hui de plus de 60 ans et vivant dans une grande pauvreté. Ces anciens Jeunes Volontaires étaient des civils qui s'étaient portés volontaires pour assurer des tâches civiles pendant la guerre, comme la réparation des routes bombardées, le transport et la prise en charge de blessés. La paix revenue, ils sont devenus des laissés pour compte qui survivent depuis dans la précarité.



M. Hoa a investi son microcrédit dans la fabrication très lucrative de blocs de glace pour la consommation locale.

Le programme pilote de micro-finance a débuté avec 15 familles, chacune recevant un prêt de 300 dollars pour une durée de deux ans. A l'échéance, les bénéficiaires peuvent solliciter la reconduction du prêt pour un deuxième cycle, à condition d'avoir obtenu des résultats économiques avec le premier prêt et de le rembourser. Les prêts ont été principalement investis dans l'agriculture (riz), l'élevage (porcs, vaches, buffles, et volaille), la petite pisciculture, la fabrication d'alcools et de blocs de glace. Le programme de micro-finance de VHI a contribué à enrayer le chômage et à améliorer la qualité de vie des bénéficiaires. Le taux de remboursement du principal et de paiement des intérêts était de 100% et 14 des 15 familles ont demandé la reconduction de leur prêt.

Sur la recommandation de VHI, la Fédération de la jeunesse de Quang Binh a créé un club de soutien à la micro-finance pour gérer le programme et aider les bénéficiaires. Elle a aussi établi avec l'aide de VHI un fonds d'épargne pour remédier à des pertes d'investissement éventuelles dues à des catastrophes naturelles. VHI encourage aussi les bénéficiaires à réserver une partie de leur revenu à la constitution d'une épargne personnelle en vue d'investissements futurs.

Ces résultats encourageants ont amené VHI à étendre en 2008 le programme de micro-finance à 45 autres familles, portant à 60 le nombre total de bénéficiaires. En août 2008, VHI a inauguré un deuxième cycle de micro-finance dans le district de Le Thuy, province de Quang Binh, au centre du Viet Nam, avec la remise de prêts à 60 familles pour un total de 18.000 dollars (dont 5 000 francs suisses du MCI), soit 300 dollars par famille pour une durée de deux ans. Le 5 août 2008, au cours d'une petite cérémonie qui a compté avec la présence des 60 bénéficiaires, de la Fédération de la jeunesse et des autorités locales, la distribution des microcrédits de VHI s'est déroulée dans une atmosphère d'enthousiasme et d'espoir.



Tran Van Mai remet les prêts aux 60 bénéficiaires



Hoang Thai Viet, Président de VHI, à la cérémonie de remise des microcrédits, en présence des 60 bénéficiaires, de la Fédération de la jeunesse et des autorités locales